

« QUAND LES POUSSINS SE RÉUNISSENT, ILS FONT PEUR À L'ÉPERVIER ... »

Les étudiants burkinabè en politique

Jacinthe Mazzocchetti

Editions Karthala | *Politique africaine*

2006/1 - N° 101

pages 83 à 101

ISSN 0244-7827

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2006-1-page-83.htm>

Pour citer cet article :

Mazzocchetti Jacinthe, « « Quand les poussins se réunissent, ils font peur à l'épervier ... » » Les étudiants burkinabè en politique,

Politique africaine, 2006/1 N° 101, p. 83-101. DOI : 10.3917/polaf.101.0083

Distribution électronique Cairn.info pour Editions Karthala.

© Editions Karthala. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

JACINTHE MAZZOCCHETTI

« QUAND LES POUSSINS SE RÉUNISSENT, ILS FONT PEUR À L'ÉPERVIER... »

LES ÉTUDIANTS BURKINABÈ EN POLITIQUE

CET ARTICLE SE PROPOSE D'EXAMINER LES REPRÉSENTATIONS ET LES PRATIQUES POLITIQUES DES ÉTUDIANTS BURKINABÈ À PARTIR D'UNE ANALYSE DE LEURS DISCOURS SUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DU 13 NOVEMBRE 2005 ET DE LEURS MILITANCES POLITIQUES ET SYNDICALES. NOUS VERRONS COMMENT CELLES-CI SONT INFLUENCÉES PAR LEUR SITUATION PRÉCAIRE, LEURS REPRÉSENTATIONS DU MONDE POLITIQUE ET ENFIN, PAR LES SUITES DE L'AFFAIRE ZONGO ET DES MOBILISATIONS ÉTUDIANTES DES ANNÉES 1998-2001.

« Les étudiants, quand on regarde leur manière de lutter, c'est politique. C'est parce qu'en fait le système politique ne leur plaît pas qu'ils revendiquent certaines choses et qu'ils veulent un changement. » [Moussa, 23 ans, licence d'anglais, propos recueillis en 2000]

« Sinon, à l'allure où vont les choses, dans ce pays, moi je n'ai plus confiance en quelqu'un. Après la mort de Norbert Zongo, le régime devait tomber, mais les gens n'ont pas pris leurs responsabilités. Parce que tous ces gens qui menaient le combat-là, personne n'avait confiance en l'autre. » [Oumar, 30 ans, maîtrise d'économie, 2005]

À différents moments de l'histoire de leur pays, les étudiants burkinabè se sont engagés dans des combats politiques¹. Le dernier moment fort de cette

1. Je remercie T. Ouédraogo pour son aide sur le terrain ainsi que G. Blundo, P.-J. Laurent, M. Hilgers et les lecteurs anonymes de la revue pour leurs commentaires sur cet article. Pour un historique des mobilisations étudiantes et de l'université de Ouagadougou, voir P. Bianchini, *École et politique en Afrique noire. Sociologie des crises et des réformes du système d'enseignement au Sénégal et au Burkina Faso (1960-2000)*, Paris, Karthala, 2004.

histoire des mobilisations a suivi l'assassinat du journaliste Norbert Zongo à Sapouy le 13 décembre 1998, quelques semaines après l'élection présidentielle. Mélangeant revendications sur la condition étudiante et contestation politique, les grèves et manifestations avaient pris une telle ampleur qu'elles avaient abouti d'une part à l'annulation de l'année académique 1999-2000, dite « année blanche », et d'autre part, à la réforme du système universitaire².

Pour les responsables de l'Association nationale des étudiants burkinabè (Aneb), ce mouvement étudiant a été à la base du soulèvement plus général qui a suivi et a abouti à la mise en place du Collectif des organisations démocratiques de masse et des partis politiques³. Les récits collectés à l'époque étaient empreints de ce contexte singulier. Le campus universitaire était le lieu de toutes les contestations. Les étudiants me racontaient qu'ils se soulevaient pour leurs conditions de vie (la bourse, l'aide, le nombre de chambres en cité...), mais aussi pour de grandes causes, notamment la lutte contre l'impunité dont le slogan « Trop, c'est trop » était le leitmotiv. Les deux années précédant le drame de Sapouy, le thème retenu lors de la Journée de l'étudiant était déjà « l'impunité », et en 1997, le Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples (MBDHP), qui allait jouer un rôle central dans le Collectif, avait animé une conférence sur ce sujet à l'université. « Les élèves et étudiants sont descendus massivement dans la rue dès l'annonce de la mort du journaliste. Partout dans le pays, ce groupe a montré sa colère et son indignation en s'attaquant violemment aux symboles du pouvoir ou du parti au pouvoir. Dès les premières manifestations, par exemple, les voitures portant les symboles du Congrès pour la démocratie [et le progrès] sont brûlées [...]. Au moindre bruit de regroupement estudiantin, le campus était envahi par des soldats, qui n'hésitaient pas à les déloger de leurs chambres et amphithéâtres⁴. »

Le propos de cet article n'est pas de revenir sur ces événements, mais d'observer, quelques années après, les représentations et les pratiques des étudiants autour de l'engagement politique. La période électorale de novembre 2005, première élection présidentielle depuis la mort de N. Zongo, se prêtait particulièrement bien à une recherche sur ces questions⁵. Si les discours de dénonciation et de contestation semblent toujours à l'ordre du jour, qu'en est-il des pratiques ? Comment les représentations étudiantes du monde politique influencent-elles leurs comportements électoral et militant ? Dans un premier temps, notons que tous semblaient convaincus de l'inutilité de voter à l'élection présidentielle. Dans un second temps, nous verrons que derrière les discours uniformément critiques envers le monde politique se déploie une variété de pratiques. On peut repérer trois types de comportements : l'alignement derrière le pouvoir, la lutte au travers de mobilisations syndicales et la résignation attentiste.

Depuis la création de l'université de Ouagadougou en 1974, les effectifs des étudiants ont évolué très rapidement, de 523 pour l'année académique 1974-1975 à 22 045 en 2004-2005, selon des chiffres fournis par l'université elle-même. En parallèle, comme dans la majorité des pays africains, les politiques d'ajustement structurel, en place depuis 1991 au Burkina, ont été un tournant dans la vie des universités⁶. Renforçant un mouvement de restrictions budgétaires amorcé depuis plusieurs années, l'ajustement structurel a eu pour principale conséquence une diminution importante des bourses et des recrutements de fonctionnaires. Ainsi, jusqu'en 1989, tout étudiant bachelier de moins de 22 ans avait droit à la bourse ; cette disposition a progressivement été remise en cause, et en 1995, les boursiers ne représentaient déjà plus que 35 % des effectifs⁷.

Avec l'augmentation très rapide des effectifs de l'université et la réduction des bourses et des possibilités d'emploi dans la fonction publique, la situation

2. Les facultés ont été remplacées par sept UFR (Unité de formation et de recherche) et un Institut qui allient formation théorique, appliquée et professionnelle. Les systèmes d'examens et les possibilités de redoublement ont également été modifiés. Pour plus de détails, voir P. Bianchini, *École et politique...*, op. cit., p. 236-239.

3. Voir *L'Étudiant burkinabè. Organe mensuel d'information de l'Union générale des étudiants burkinabè* (Ugeb), n° 27, décembre 1999, p. 3. Ce journal est vendu sur le campus au prix de 150 francs CFA. Créée en 1960, l'Ugeb est composée de l'Aneb et de deux sections hors du Burkina (au Sénégal et en France). Voir S. Hagberg, « "Enough is enough" : an ethnography of the struggle against impunity in Burkina Faso », *Journal of Modern African Studies*, vol. 40, n° 2, 2002, p. 217-246 ; A. Loada, « Réflexions sur la société civile en Afrique : le Burkina de l'après-Zongo », *Politique africaine*, n° 76, décembre 1999, p. 136-150 ; S. Ouédraogo, *Collectif des organisations de masse et de partis politiques contre l'impunité au Burkina Faso*, Québec, Crises, 2006.

4. S. Ouédraogo, *Collectif des organisations de masse...*, op. cit., p. 39-40.

5. En novembre 2005, j'ai réalisé 26 entretiens auprès de responsables de syndicats étudiants ou de cellules étudiantes de partis politiques ainsi que 12 auprès d'étudiants non engagés. J'ai également mis en place six groupes de paroles, composés chacun d'une dizaine d'étudiants engagés ou non. Des enquêtes réalisées lors de précédents terrains effectués depuis 1999 ont également été utilisées. Deux rapports de recherche sont disponibles : J. Mazzocchi, « Les étudiants de l'université de Ouagadougou », in P.-J. Laurent, P. Petit et M. Poncelet (dir.), *L'université africaine : comparaison de trois campus universitaires*, UCL, ULB, ULG, CIUF-AGCD, 2000, et J. Mazzocchi, « Les diplômés de l'université de Ouagadougou », in P.-J. Laurent, P. Petit et M. Poncelet (dir.), *L'université africaine : insertion socio-professionnelle de jeunes diplômés*, UCL, ULB, ULG, CIUF, 2002.

6. Yann Lebeau note cependant que cette entrée par les politiques d'ajustement structurel risque d'homogénéiser les analyses sur les universités africaines, et qu'il faut réaliser de véritables études empiriques, qui prennent en compte la diversité des contextes historiques, politiques et économiques. Voir Y. Lebeau, « Classement et déclassement des universités au Nigeria. De l'uniformité des procédures d'admission à la multiplicité des stratégies de contournement », *Cahiers d'études africaines*, vol. 43, (1-2), n° 169-170, 2003, p. 209-233.

7. Voir J. Mazzocchi, « Les étudiants... », art. cit., et P. Bianchini, *École et politique...*, op. cit., p. 208-210.

des étudiants s'est continuellement dégradée⁸. L'écart s'est creusé entre le statut attendu et la position objective des jeunes diplômés⁹. Tout comme les suites de l'affaire Zongo et des mobilisations estudiantines des années 1998-2001, cette précarisation joue un rôle important dans les représentations et dans les pratiques politiques des étudiants.

« Avant, les étudiants avaient une certaine reconnaissance car ils étaient indépendants financièrement [grâce aux bourses] et ils avaient aussi la certitude d'avoir un emploi. Quand les enfants les voyaient arriver au village, c'était sur leur moto, avec bic et papier, fiers de leur réussite. Ils étaient mystifiés et c'est cet espoir qui les a poussés à s'accrocher à l'école. Maintenant, on leur dit qu'ils parlent trop. Le savoir du Blanc, vu qu'il ne rapporte plus de la même manière, n'a plus autant de prestige. Il est démystifié. Étant dépendant et futur chômeur, les étudiants sont mal placés pour parler. Personne ne les écoute car ils n'ont pas de légitimité. » [Moni, 33 ans, diplômé en sociologie, 2005]

« LE POLITICIEN, CE QU'IL DIT, C'EST PAS CE QU'IL FAIT... »

C'est à la désunion des partis d'opposition et à la « puissance » du régime en place que les étudiants font référence pour expliquer le peu de crédit qu'ils accordent à l'élection présidentielle de novembre 2005¹⁰. Même les étudiants engagés dans les partis d'opposition ont un regard très critique sur ces partis et sur leur capacité à représenter une alternative crédible dans cette élection. Dans ce contexte, quel sens le vote peut-il prendre ?

Méfiance et intérêt personnel

Pour les étudiants rencontrés, les critiques des partis d'opposition et le manque de crédit accordé au monde politique et aux élections tournent généralement autour des questions de la confiance et de l'intérêt personnel :

« On veut le changement, mais finalement le changement se résume à soi. C'est l'intérêt personnel qui domine tout ça. Tu choisis un parti parce que c'est là que tu vas t'épanouir, améliorer tes conditions. S'il n'y a pas ça... » [Éléonore, 25 ans, maîtrise de sociologie, 2005]

Les partis d'opposition manquent de visibilité et leur sincérité est volontiers mise en doute. Le monde associatif et les ONG sont eux aussi perçus comme un lieu de rente, où l'intérêt particulier passe avant l'intérêt collectif¹¹. De l'avis général, les « projets » font surtout vivre ceux qui y travaillent :

« Les gens bouffent sur le dos des misérables. Par exemple, si on reçoit de l'argent pour un orphelinat ou autre, ils ne donnent même pas le quart. Il y a la corruption. Les gens ne se soucient pas des autres. Même s'ils meurent, c'est pas leur problème. » [Léa, 21 ans, deuxième année de médecine, 2005]

Comment résister à la tentation de l'argent ? Qu'est-ce qui peut faire norme dans une société « insécurisée » où l'État, les pouvoirs coutumiers, le religieux et les autres agents producteurs de normes se superposent sans déterminer un vivre ensemble apaisé¹² ? Dans ce contexte d'inquiétude et ce climat d'impunité, les étudiants rencontrés pensent qu'il est impossible d'en finir avec la corruption, tellement elle fait partie intégrante du jeu politique :

« Il y a antinomie entre politique et morale. Il est possible d'être honnête avant de rentrer dans le monde politique, mais une fois de l'autre côté, c'est pratiquement impossible. On dit que le pouvoir révèle la nature de l'homme et que le luxe rend aveugle. » [Soma, 25 ans, licence de droit, 2005]

Bien que la peur de la répression soit toujours présente dans les discours, beaucoup estiment comme Soma qu'aujourd'hui au Burkina, « on ne tue plus, on corrompt ». Selon Tabiam, « il y a d'une part la tentation et d'autre part les frustrations. C'est une méthode propre, qui permet de casser tout mouvement à la base » [30 ans, diplômé en communication, 2004]. Issaka explique que les gens s'unissent rarement pour un idéal : « Ils suivent une ou deux têtes. Parmi ces têtes, on cherche l'un ou l'autre jusqu'à trouver celui qui va craquer et va faire en sorte de contrer son propre mouvement » [28 ans, maîtrise de sociologie, 2005]. La question de la confiance est primordiale, et puisqu'on ne sait jamais « qui est qui », qui on a en face de soi, il est difficile de s'organiser réellement.

8. À partir des données de l'Institut national des statistiques et de la démographie, S. Ouédraogo note une forte prévalence du chômage chez les diplômés en attente d'un emploi dans le secteur formel. Il note également qu'entre les années 1980-1990 et la période 1990-1993, le rythme de création d'emplois salariés est passé de 7 % à 3,5 % et que de 1989 à 1995, 7 280 travailleurs ont perdu leur emploi (dont 70 % dans les secteurs publics et parapublics). Voir S. Ouédraogo, *Collectif des organisations de masse...*, op. cit., p. 8. Voir également J. Mazzocchetti, « Les diplômés... », art. cit., et parmi une littérature abondante, J.-P. Lachaud, « Marché du travail et exclusion sociale dans les capitales d'Afrique francophone : quelques éléments d'analyse », *Revue Tiers Monde*, vol. 36, n° 142, 1995, p. 279-302, et A.-E. Calvès et B. Schoumaker, « Crise économique et évolution de l'emploi des jeunes citadins au Burkina Faso », *African Population Studies*, vol. 19, n° 1, 2004, p. 35-58.

9. Cette situation n'est pas propre au Burkina. Voir par exemple E. Gérard, « La lettre et l'individu. Marginalisation et recherche d'intégration des "Jeunes Diplômés" bamakois au chômage », in A. Marie (dir.), *L'Afrique des individus*, Paris, Karthala, 1997, p. 203-224 et A. Marie, « "Y'a pas l'argent" : l'endetté insolvable et le créancier floué, deux figures complémentaires de la pauvreté abidjanaise », *Revue Tiers Monde*, vol. 36, n° 142, 1995, p. 303-324.

10. Sur ces deux aspects, voir l'introduction de ce numéro et le texte de A. Loada.

11. Lire notamment P.-J. Laurent, « Le "big man" local ou la "gestion coup d'État" de l'espace public », *Politique africaine*, n° 80, décembre 2000, p. 169-182.

12. Sur les notions de « modernité insécurisée » et d'« empiement normatif », voir P.-J. Laurent, *Les Pentecôtistes du Burkina Faso. Mariage, pouvoir et guérison*, Paris, Karthala, 2003.

Éric [26 ans, licence de droit, 2005] souligne que, depuis 1998 et les mouvements populaires qui ont suivi l'assassinat de N. Zongo, on peut parler de tout librement : « Personne ne va venir t'arrêter pour ça, mais chacun se retient par méfiance du voisin », voisin que l'on peut retrouver un jour haut placé dans le parti au pouvoir. Certaines personnes risquent de « tourner » toute leur vie sans jamais trouver d'emploi, ou d'être mutées sans espoir d'avancement dans un village éloigné de tout¹³. « Le crime n'est plus politique mais économique, on te tue économiquement parlant », rajoute Éric. Toute possibilité de réussite économique et sociale est empêchée. « On te broie, on te broie jusqu'à ce que tu sois malléable. Tu deviens un moins que rien, et soit tu finis par suivre le mouvement, soit tu meurs socialement » [Tabiam].

La société burkinabè n'offre actuellement de chances qu'à une minorité – dont presque tous les étudiants rêvent de faire partie. Pour eux, c'est le « matériel », l'« économique » qui domine, plutôt que d'autres valeurs comme la « dignité¹⁴ » : « Le mot dignité ne veut plus rien dire. La morale agonise, les gens n'ont plus honte » [Sylvain, 22 ans, deuxième année d'économie, 2005]. La référence est ici la période sankariste¹⁵. Les souvenirs idéalisés de la révolution sont utilisés pour critiquer le régime actuel. Les étudiants et les jeunes diplômés parlent aujourd'hui avec nostalgie des valeurs qui auraient été transmises à l'époque : l'esprit de groupe, le patriotisme, l'intégrité, la droiture, le respect, la dignité. Endettés envers leurs familles, victimes de la dévalorisation des diplômes, sceptiques quant à leurs chances de réussite, déçus par des partis d'opposition peu crédibles, les étudiants estiment que le respect ne s'obtient que par l'argent, indépendamment de l'âge, du statut, ou de la qualification¹⁶. À cause du décalage qu'ils vivent entre leurs attentes et la réalité de leur condition, les étudiants s'accordent pour penser que la société entière est tournée vers l'argent, la réussite et la « conjoncture du moment ». Ils utilisent souvent le mot « individualisme » pour qualifier le fonctionnement de la société burkinabè contemporaine : « Ici, c'est chacun dans son chacun » dit ainsi Sophie [25 ans, maîtrise de géographie, 2005].

Critique de l'opposition par l'opposition

Certains étudiants s'engagent néanmoins dans la lutte politique en rejoignant un des partis d'opposition. Pour Ibrahim, président de la cellule étudiante d'un des partis d'opposition, « les élections sont une occasion offerte au peuple de sanctionner à condition que l'opinion publique soit éclairée » [30 ans, maîtrise de sociologie]. Ancien syndicaliste, il se dit « un peu connu pour être opposant ». Son engagement dans le parti ne l'empêche pas de tenir un discours critique vis-à-vis de l'opposition et des manquements de son propre parti. Lui aussi voit le monde politique comme un univers dominé par le « profit

personnel » et les « querelles d'individus ». Par son action politique, il espère informer et éduquer les populations et les étudiants à la citoyenneté mais sans espoir d'un changement à la tête de l'État actuel.

Le 18 novembre 2005, quelques jours à peine après les élections, il me donne rendez-vous ainsi qu'à deux autres responsables de la cellule : Roger [26 ans, licence de droit] et Omer [27 ans, maîtrise de sociologie], respectivement secrétaire général et trésorier. À mon arrivée, la télévision nationale diffuse les résultats provisoires des élections. Le ton est amer. La déception est grande. Ils n'espéraient pas la victoire mais ils ne s'attendaient pas non plus à une défaite aussi cinglante. Désespérés face au score du président, ils dressent un portrait acerbe du fonctionnement de leur parti et des partis d'opposition de manière générale.

Ils notent un manque d'organisation pendant la campagne : « Sur 45 délégués, 7 ont réellement joué le jeu de la préparation de la campagne » [Omer]. Ils pensent que la majorité des délégués du parti « n'ont pas de vision à long terme, ils se précipitent pour profiter rapidement et satisfaire leurs intérêts » [Ibrahim]. Le parti n'a mobilisé qu'un seul véhicule pour battre la campagne, ce qui, pour Roger, démontre que « les gens ne se bougent pas pour financer leur parti. C'est le parti d'une seule personne. » Les moyens dont ils ont disposé pour faire de la propagande étaient sans comparaison avec ceux du président sortant réélu. « Ici, en campagne, les gens attendent au moins le riz ou le thé », poursuit Omer. « On ne sait pas aller partout, on ne sait pas donner à tout le monde. Les gens ne voient pas ce que tu fais pour eux et encore moins ce que tu pourrais faire. »

13. Pour la plupart des étudiants, qui ont quitté le village pour devenir « intellectuels », « urbains » et « modernes », le retour au village symbolise le retour en arrière, l'échec.

14. À ce propos, voir R. Banégas et J.-P. Warnier, « Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir », *Politique africaine*, n° 82, juin 2001, p. 5-23.

15. Les enfants et les scolarisés qui ont vécu la révolution (1983-1987) ont été particulièrement affectés par cette période et par leur participation aux mouvements « pionniers ». Voir S. Jaglin, « De la défense révolutionnaire à la gestion urbaine : "le cercle des CR disparus" (Ouagadougou : 1983-1991) », in R. Otaeyek, M. Sawadogo et J.-P. Guingane (dir.), *Le Burkina entre révolution et démocratie (1983-1993)*, Paris, Karthala, 1996, p. 245-274.

16. Alain Marie a plus particulièrement travaillé sur les questions de la « dette » et de l'impact de la crise économique sur les systèmes de valeurs et de solidarité. Voir A. Marie, « "Y'a pas l'argent"... », art. cit. ; « Les structures familiales à l'épreuve de l'individualisation citadine », in *Ménages et familles en Afrique*, Paris, « Les études du Ceped », n° 15, 1997, p. 279-299 ; « La violence faite à l'individu (la communauté au révélateur de la sorcellerie) », *Politique africaine*, n° 91, octobre 2003, p. 13-32 ; *L'Afrique des individus*, op. cit. ; A. Marie et F. Leimdorfer (dir.), *L'Afrique des citadins. Sociétés civiles en chantier (Abidjan, Dakar)*, Paris, Karthala, 2003. Lire également E. Gérard, « Être instruit, en tout cas. Représentations du fait scolaire en milieu urbain (Burkina Faso) », *Autrepart*, n° 11, 1999, p. 101-114.

Pour Ibrahim, les gens sont « trop pressés » de satisfaire leurs intérêts particuliers. Tous déplorent également que les partis d'opposition ne parviennent pas à s'unir. Ils se disent « fatigués » des échecs des tentatives de coalition. Ils reprochent à l'ensemble des partis, dont le leur, de ne pas suffisamment s'investir dans la « conscientisation des populations ». Ils notent qu'au sein même des partis, il n'y a pas de fonctionnement démocratique, peu de débat entre militants. La plupart des sympathisants ne connaissent pas bien les idéaux du parti. « Or que [sic] pour créer de la confiance, il faut donner une image organisée, plausible et légitime », conclut Ibrahim.

Un vote « inutile » ?

Dans ce contexte où les partis d'opposition manquent de crédibilité et où ce sont la méfiance et les logiques d'intérêts qui, aux yeux de la majorité des étudiants rencontrés, guident la plupart des comportements politiques, l'élection présidentielle était sans enjeu. Qu'ils aient voté ou pas, tous les étudiants convenaient de l'inutilité du scrutin. Certains signalaient des fraudes, mais tous reconnaissaient que même avec un scrutin juste et équitable, le résultat aurait été le même. Les partis d'opposition sont vus comme manipulés et manipulables à souhait. À ce compte-là, les étudiants sont nombreux à se contenter du président sortant : « Les caisses sont vides, on se dit que celui qui les a vidées saura mieux les remplir » [Alimata, 23 ans, deuxième année d'économie, 2004], « Ceux qui sont au pouvoir depuis quinze, vingt ans, se sont maintenant assez enrichis. Ils ne cherchent que l'honneur. Alors que si ce changement dont nous parlons intervient, ceux qui vont venir au pouvoir prendront dix à quinze ans pour s'enrichir avant de chercher notre bonheur¹⁷. » [Siaka, 25 ans, licence de communication, 2005]

La scène politique leur apparaît comme un « supermarché » où chacun prend ce qu'il peut et où les opposants, comme des « marionnettes », font le jeu du pouvoir en place. Les étudiants rencontrés parlent de mise en scène à destination de la communauté internationale et des bailleurs de fonds, mise en scène de la pluralité politique et de la liberté d'opinion (notamment *via* la presse), points forts d'une démocratie en construction à laquelle ils ne croient guère¹⁸. Selon eux, Laurent Bado, professeur à l'université, aurait pu entraîner un grand nombre d'étudiants, mais le scandale des 30 millions reçus du président pour, selon l'intéressé, « consolider » l'opposition, les a déçus, confirmant dans leur esprit l'aspect « gombo » des engagements politiques, quels qu'ils soient¹⁹. Le fait que Gilbert Ouédraogo, président du principal parti d'opposition, l'Alliance pour la démocratie et la fédération-Rassemblement démocratique africain (ADF-RDA), se soit finalement aligné derrière Blaise Compaoré, les a également déçus²⁰. Cette stratégie rapportera sans doute des

postes ministériels à ce parti, mais elle a ôté, aux yeux des étudiants, tout sens et toute crédibilité à l'élection.

Pour les étudiants rencontrés, les différents partis d'opposition adoptent des positions critiques mais « rien dans leurs actions ne laisse supposer qu'une fois au pouvoir, ils feront mieux que le parti en place » [Michel, 28 ans, maîtrise de sociologie]. Même ceux engagés dans un parti d'opposition émettent des doutes quant à l'« intégrité » de leurs chefs de file. L'idée est que « tu as formé ton parti, toi aussi tu veux bouffer » [Inoussa, 22 ans, deuxième année de gestion commerciale, 2005]. Sinon, pourquoi ne pas unir leurs forces ? Selon les personnes rencontrées, peu d'étudiants votent. D'un côté, beaucoup n'approuvent pas le pouvoir en place. De l'autre, ils ne voient pas d'alternative : ou tu t'abstiens, ou tu vas « bouffer » avec le pouvoir.

« Le politicien, ce qu'il dit, c'est pas ce qu'il fait. Parmi tous ceux qui se sont présentés, moi je ne vois pas quelqu'un qui est digne de gérer le Burkina. Mais aussi, tout ce que lui [Blaise Compaoré], il a pu nous montrer, c'est rendre le pays encore plus misérable. Il a montré son incapacité. » [Étienne, 22 ans, deuxième année de pharmacie, 2005]

DES COMPORTEMENTS POLITIQUES ET SYNDICAUX VARIÉS

Si les étudiants s'accordent à considérer le vote à l'élection présidentielle comme inutile, ils ont pourtant des comportements syndicaux et politiques assez diversifiés²¹. Les conditions de vie et d'étude difficiles, les désillusions, l'envie de réussir, la peur de compromettre un avenir déjà incertain marquent les militances et l'engagement politique ou syndical. Si les comportements politiques se déclinent selon plusieurs catégories, entre ralliement clientéliste au pouvoir, lutte syndicale et résignation, cette dernière est la plus répandue : malgré une opposition de conscience et un accord de principe avec les

17. Pour une analyse de ce type de discours, voir M. Hilgers dans ce même numéro.

18. A. Loada, « Les élections législatives burkinabè du 11 mai 1997 : des "élections pas comme les autres" », *Politique africaine*, n° 69, mars 1998, p. 62-74.

19. Le gombo, légume très employé dans la cuisine burkinabè, renvoie ici à l'idée d'avoir quelque chose à gagner, à l'idée de « bouffer » au sens large. Voir *Le Pays*, 4 juillet 2005, et *L'indépendant*, 6 août 2005.

20. Voir notamment *Bendré*, 10 juillet et 28 septembre 2005 et les contributions de M. Hilgers et A. Loada dans ce même numéro.

21. Parmi les étudiants rencontrés, deux types de discours se dessinent : s'ils sont en général d'accord pour mettre en question les possibilités réelles de changement avec les élections du 13 novembre 2005, pour certains, l'institution du « vote » reste la voie du changement et pour les autres, le changement ne sera possible que par les armes, par une révolution.

revendications syndicales, beaucoup d'étudiants restent en retrait ; les luttes leur apparaissent généralement vaines ou manipulées.

« Sinon, qui va t'aider ? » Des étudiants pour le pouvoir

Un premier ensemble d'étudiants s'aligne derrière le parti au pouvoir, le CDP. Rentrer dans le système semble être le moyen le plus rapide et efficace de « réussir ». Concevoir un avenir en dehors du « système » est difficile : « Au Burkina, si tu ne connais pas quelqu'un... »

« Il y a certains qui sont de l'opposition et puis ils se rallient au parti au pouvoir. Ils changent de camp. Il faut changer de camp pour qu'on puisse t'aider. Sinon, qui va t'aider ? » [Abdoul, 23 ans, deuxième année de mathématiques-physique, 2005]

Certains syndicats étudiants sont également très proches du CDP²². Cette proximité, comme nous le verrons, est d'ailleurs une source de tensions entre les étudiants. L'« intérêt individuel » guide la majorité de ces militances politiques et syndicales en faveur du CDP. Si la satisfaction attendue n'est pas au rendez-vous, ces étudiants changent de parti ou de syndicat. Ils parlent à ce propos de « nomadisme politique ».

« Les grands partis ont la possibilité d'acheter les gens. Les étudiants ont été plus mobilisés au CDP. Les étudiants ont tellement compris les choses qu'ils ne sont mobilisables qu'autour de leurs intérêts. Tant qu'il n'y a pas intérêt, il n'y a pas de politique. On a surnommé "aiba", je ne sais pas si tu connais le mot. [...] C'est une manière de dire, s'il y a une manifestation, si je vais c'est que j'aurai quelque chose en retour. C'est une structure qui a existé : Association pour l'amélioration des conditions de vie estudiantine. Les gars se sont dit que c'est une structure qui est là pour bouffer. Donc ils ont transformé le nom de la structure en "aiba". Quand on dit "aiba", c'est pour manger, quoi. Quand je dis "manger", c'est "intérêts". Les étudiants engagés politiquement, franchement, ils sont motivés par les choses matérielles : l'argent, la réception, le cocktail, tout ça. Tant qu'il n'y a pas un intérêt, ils ne bougent pas. » [24 ans, licence de droit, 2005]

Cependant, ces militances pro-CDP ne déterminent pas forcément le vote :

« Je suis au CDP, mais une fois dans l'urne, personne ne sait [pour] qui je vais voter. » [Firmin, 23 ans, deuxième année de sociologie, 2005]

Antoine, militant étudiant du CDP

L'approche biographique permet de comprendre ce qui peut amener un étudiant à s'engager officiellement dans le parti au pouvoir, alors même que ce parti est critiqué par la majorité des étudiants. Antoine a 22 ans. Après avoir redoublé sa première année, il est actuellement en deuxième année d'économie. Il est né en Côte-d'Ivoire. Comme beaucoup de Burkinabè dans

sa situation, il est arrivé au Burkina au moment de poursuivre ses études à l'université. Ses parents sont des « paysans » et, depuis le début de la crise en Côte-d'Ivoire (2002), ils ne peuvent guère lui venir en aide. Antoine vit en cité universitaire. Les jeunes issus de Côte-d'Ivoire ressentent souvent plus durement le manque de moyens, surtout depuis la crise que vit ce pays. Ils doivent s'assumer économiquement et penser à leur avenir au Burkina et donc se mettre dans des réseaux pour préparer leur avenir. Leurs familles sont éloignées et les liens avec les membres de la famille résidant au Burkina sont souvent faibles. La solidarité sur laquelle ils comptaient leur fait défaut. Les « oncles » qui étaient censés les accueillir ne le font pas ou le font mal²³. Les problèmes économiques, en plus des problèmes d'adaptation, les « retardent ».

Antoine raconte ainsi qu'il avait « un problème » et qu'il a cherché à « le résoudre au mieux ». Il s'est approché de jeunes militants du CDP sur le campus, qui l'ont aidé à la condition qu'il prenne la carte du parti :

« Je devais faire une dérogation en première année [pour pouvoir reprendre une année]. J'ai déposé ma dérogation en fac et ils [l'] ont rejeté. Donc j'ai essayé de les approcher [les militants du CDP] et ils ont dit qu'ils allaient voir dans quelle mesure ils peuvent m'aider. Sur le plan administratif, ceux qui sont dans le parti politique ont plus de pouvoir. Quand ils arrivent là-bas, ils demandent quelque chose, on leur accorde ça. Les étudiants sont obligés de passer par eux. J'ai mis mon nom sur la liste et ils ont dit d'attendre. Quand le moment est arrivé, je suis allé voir la liste et mon nom était là et j'ai pu reprendre l'année comme ça. » [récit recueilli en 2005]

Les étudiants sont souvent dans un « besoin urgent » comme le dit Antoine. La plupart d'entre eux ont des difficultés pour se procurer leurs livres et leur matériel pédagogique, voire même pour assurer leur subsistance. Dès lors, si on leur fait des propositions, « ils acceptent de partir ». Antoine donne l'exemple de la campagne électorale :

« Il y a des cars qui venaient chercher les étudiants sur le campus, ceux qui voulaient. Ici les gens ne vont pas par conviction, mais par besoin. On vous dit par exemple de venir au stade et après chacun aura 1 000 francs 1 000 francs [sic]. Comme les gens savent que après ils auront quelque chose et qu'ils ne vont pas aller gratuitement, ils vont. »

22. En plus de l'Aneb, il existe actuellement quatre formations syndicales sur le campus. D'autres formations ont existé par le passé : l'Unef (Union nationale des étudiants du Faso), le Mefa (Mouvement des étudiants du Faso), l'Unares (Union nationale pour la renaissance estudiantine et scolaire) et l'USB (Union des scolaires du Burkina). Ces syndicats sont en général associés par l'Aneb et ses sympathisants au parti en place, le CDP. Voir également S. Ouédraogo, *Collectif des organisations de masse...*, op. cit., et M. Zongo, « La diaspora burkinabè en Côte-d'Ivoire : trajectoire historique, recomposition des dynamiques migratoires et rapport avec le pays d'origine », *Politique africaine*, n° 90, juin 2003, p. 113-126.

23. M. Zongo, « La diaspora burkinabè... », art. cit. et J. Mazzocchi, « Les étudiants... », art. cit.

Pour Antoine, il est clair que la plupart des étudiants qui suivent le CDP le font dans l'espoir que le gouvernement facilitera leur accès à l'emploi ou les aidera à résoudre un problème bien précis : dérogations (reprise d'une année, inscription tardive, réduction des frais d'inscription), accès aux chambres en cité universitaire... Ces facilités peuvent aussi se traduire par l'obtention de carnets de tickets donnant accès au restaurant universitaire, de bons d'essence ou, mieux, par la fourniture d'un moyen de déplacement ou de petits contrats. Antoine explique qu'en contrepartie, les étudiants CDP s'engagent à maintenir le calme sur le campus et à enrayer les mouvements de grèves :

«Souvent, il y a des manifestations sur le campus, donc on se réunit pour ça. Puisque certains disent que c'est les opposants qui ont formé un groupe qui essaye de créer un peu le désordre sur le campus [référence à l'Aneb, qui bien qu'elle s'en défende, est en général associée par les autres syndicats et leurs sympathisants à l'opposition et notamment au Parti communiste révolutionnaire voltaïque (PCRV)]. Comme c'est le parti au pouvoir qui est là, le CDP, on est obligé d'aller voir dans quelle mesure on peut essayer de contourner ce qu'ils préparent, en fait.»

Sur le campus, s'afficher comme militant du CDP n'est pas chose facile. Elie [23 ans, deuxième année de lettres modernes, 2005], milite aussi au CDP et il est responsable d'un syndicat considéré par l'Aneb, non sans raison, comme proche du parti au pouvoir. Il raconte :

«Ici, pour peu que vous ayez un argumentaire contraire à la pensée de certains [référence à l'Aneb], vous êtes bien parti pour être lynché. On dit [que] vous êtes là pour briser la lutte. Vous pouvez faire l'objet d'une vindicte populaire. Pour moi, c'était sur la question du contingentement en sciences de la santé²⁴. On dit qu'en première année les étudiants passent à un niveau supérieur aux infrastructures disponibles. Cela suppose que nous allons former des médecins au rabais. Nous avons alors trouvé judicieux qu'on limite le nombre d'étudiants. C'est des choses qui nous divisent. On nous a taxés d'avoir soutenu le contingentement. J'ai été entouré par des gens qui estiment que ce que j'ai dit allait contre leurs intérêts et ils étaient prêts à en découdre avec une manière violente. Finalement, les délégués Aneb sont venus m'escorter afin que leurs militants ne me touchent pas. En fait, c'est une stratégie pour pouvoir vous rabaisser et dire après que c'est eux qui vous ont protégé. Mais comme on le dit : "vous pouvez commencer mais nul n'a le monopole de la violence ici".»

Antoine poursuit en précisant que la plupart des étudiants qu'il connaît au CDP ont leurs parents en Côte-d'Ivoire :

«Les étudiants qui ont leurs parents en Côte-d'Ivoire, eux, quand ils viennent sur le campus, ils voient d'abord leurs intérêts, ce qui les arrange. Ils se disent qu'ils ont certains problèmes à résoudre, bon en Côte-d'Ivoire, ça ne va pas, donc si ça ne leur rapporte pas, ils ne vont pas s'investir. Donc on préfère aller où il y a le maximum avec le parti au pouvoir.»

Né en Côte-d'Ivoire comme Antoine et Elie, Kanazoé, autre étudiant militant du CDP, souligne que « pour être dans l'opposition, il faut des appuis » [23 ans, deuxième année d'anglais, 2005]. Pour lui, quand la famille est en Côte-d'Ivoire, « il est plus difficile de prendre ce risque ».

Ces récits et d'autres encore, recueillis auprès d'étudiants membres du CDP, montrent les étudiants burkinabè nés en Côte-d'Ivoire, les « diaspos », comme plus fragiles et donc particulièrement « sensibles » aux sollicitations des politiciens²⁵. Il faut cependant être prudent. D'une part, certains étudiants issus de Côte-d'Ivoire étaient à l'avant-garde des luttes de l'Aneb en 1998-2001. D'autre part, ces comportements ne concernent bien sûr pas l'ensemble des étudiants nés en Côte-d'Ivoire et ne leur sont pas exclusifs²⁶. Plus généralement, la précarisation des étudiants dans leur ensemble et le contexte d'insécurité dans lequel ils vivent participent à mettre à mal leurs capacités de choix et de résistance²⁷.

La lutte

Il se trouve cependant des étudiants pour prendre clairement position contre le pouvoir. L'Aneb en est l'exemple le plus visible, mais des étudiants choisissent aussi de militer dans certains partis d'opposition. Le mot d'ordre de boycott de l'élection présidentielle par l'Aneb indique bien ses positions : « [...] Aussi les tenants de la IV^e République et leurs alliés s'enrichissent-ils de façon indécente sur le dos du contribuable. [...] Comme nous pouvons le constater, les uns doivent faire des sacrifices car il n'y a pas d'argent alors que les autres, une infime minorité, peuvent continuer à se sucrer paisiblement sur le dos de la majorité. C'est dans ce contexte que se tient la campagne pour les élections présidentielles. [...] C'est pourquoi l'Aneb invite l'ensemble des étudiants à se démarquer de la mascarade électorale du 13 novembre prochain²⁸. »

24. Les étudiants, sous la direction de l'Aneb, se sont mobilisés contre le contingentement en sciences de la santé en mars 2005. Voir *L'étudiant burkinabè*, n° 37, avril 2005.

25. Voir M. Zongo, « La diaspora burkinabè... », art. cit. et B. Zongo, *Citoyenneté et marginalisation : les étudiants diaspos citoyens à part entière ou Burkinabè entièrement à part ?*, mémoire de sociologie, Université de Ouagadougou, 2004.

26. Voir également B. Zongo, *Citoyenneté et marginalisation...*, op. cit.

27. Voir A. Sen, *Un nouveau modèle économique. Développement, justice et liberté*, Paris, Odile Jacob, 2000, et l'introduction à ce numéro. Les étudiants rencontrés disent néanmoins que viendra le moment où « l'homme ne pourra plus supporter ». Ils parlent alors de « chaos ». Plusieurs étudiants m'ont également dit attendre un élément déclencheur, en référence à l'assassinat de Norbert Zongo.

28. Aneb, déclaration de rentrée du 8 novembre 2005.

Un de leurs responsables m'a expliqué que « la communauté internationale est friande de légitimer les gens par les élections ». Eux ne veulent pas entrer dans ce jeu-là. À leurs yeux, aucun des candidats n'est crédible. Par ses discours et ses prises de position tranchées, et même si certains de ses anciens leaders ont rejoint le pouvoir, comme par exemple Salif Diallo, le directeur de campagne de Compaoré, l'Aneb garde un véritable pouvoir de pression. Ses mots d'ordre de grève, qui mêlent revendications politiques et économiques, sont en général bien suivis²⁹.

La pression exercée par l'État sur les activités de l'Aneb s'est renforcée depuis l'année blanche (1999-2000). Cette pression emprunte de multiples formes. Ainsi, des règlements administratifs sont utilisés pour décourager les réunions étudiantes : les salles doivent par exemple être réservées à l'avance et les autorisations leur sont régulièrement refusées³⁰. De même, les dates des congés de fin du premier trimestre ont été modifiées : au lieu du 22 décembre, les étudiants sont en vacances à partir du 10 décembre, ce qui fait que la plupart d'entre eux ne sont pas présents en ville le 13 décembre, date anniversaire de la mort de Norbert Zongo³¹. Les rassemblements dans les amphithéâtres ou à l'extérieur sont aussi rapidement dispersés par les forces de l'ordre³². Des étudiants servent d'informateurs, et ces « espions » comme on les appelle, font en sorte que ces forces soient là avant même que les mouvements ne démarrent. La question de l'installation d'une police universitaire, officiellement chargée d'assurer la sécurité sur le campus, est également extrêmement polémique³³ :

« L'arsenal de ces policiers, c'est pas petits boucliers, matraques, chiens... Si c'est pour assurer la sécurité des étudiants qu'ils ont besoin de tout cet arsenal, vraiment il faut se poser des questions. Leur objectif officiel, on sait. Officieux, on ne sait pas. Mais vu leur équipement, ce qu'ils ont sous la main, on peut se douter. Parce qu'une fois la police installée, plus de grève, les syndicats même vont disparaître. Déjà maintenant, ils avaient interdit un temps les assemblées générales des syndicats. L'Aneb, on leur refuse toujours ce droit de grève mais comme ils ont les étudiants avec eux, ils font et la police et les militaires viennent nous gazer. » [Bernard, 22 ans, deuxième année d'histoire, 2005]

Les mouvements de grève et les messages passent par la distribution de tracts et par les délégués de classe et d'UFR. Les élections des délégués sont d'ailleurs des moments de conflit entre l'Aneb et les autres syndicats, soupçonnés d'être proches du pouvoir ; chacun essaye de placer le maximum de « gars » à ces postes stratégiques³⁴. Les différends entre les syndicats peuvent entraîner des violences. Les affrontements entre l'Unef et l'Aneb en janvier 2000, surnommés depuis la « nuit des longs couteaux », suite à des mots d'ordre de grève contradictoires, en sont un exemple marquant³⁵. Les étudiants non syndiqués ne savent pas toujours où donner de la tête.

Ils préfèrent souvent rester en dehors des luttes, soupçonnant toujours des enjeux politiques ou des agendas très personnels.

« Il y a beaucoup de "fantoches". C'est des trucs montés par l'État pour casser cette solidarité qui existe entre les étudiants. C'est comme disait, paix à son âme, Norbert Zongo : "Quand les poussins se réunissent, ils font peur à l'épervier ; mais une fois en débandade, c'est foutu." Donc s'il y a une forte mobilisation des étudiants, ça fait quand même peur à l'adversaire, à l'État. Il se trouve que l'État a trouvé un moyen maintenant parce que si on est solidaire, il ne peut pas entrer dedans et puis casser. Mais s'il passe entre les étudiants, qu'il y a mésentente, là c'est... Raison pour laquelle on a créé [des mouvements] tels que l'Unef, l'Unares. Si, au sein de l'Aneb, on revendique quelque chose qui est vraiment nécessaire, eux ils trouvent le moyen de contrer nos objectifs et ça entraîne même des confrontations. Un étudiant qui est contre la revendication de son camarade, je pense qu'il y a un problème derrière³⁶. » [Maxime, 23 ans, deuxième année de médecine, 2005]

À ce propos, M. Zongo note que « lors des troubles de l'année 1999-2000, certains syndicats réputés animés par des "diaspos" ont régulièrement invité à la reprise des cours dans les médias [...]. Une organisation, née à la faveur de la crise et animée par des "diaspos" a tenu sa première grande conférence de presse couverte par la télévision nationale dans un grand hôtel de Ouagadougou pour inviter les étudiants à reprendre les cours. À l'époque, les militants de l'Aneb tenaient leurs réunions sur un terrain vague où les gendarmes venaient les disperser avec du gaz lacrymogène³⁷. » Que ce soit dans

29. Ainsi en 2000, la plate-forme de revendications de l'Aneb exigeait, respectivement en ses points 1 et 5, l'« octroi de la bourse à tout nouveau bachelier de moins de 23 ans ayant une moyenne de 11/20 », l'« indication de la tombe de Dabo Boukary, étudiant en 7^e année de médecine, assassiné en mai 1990 » ainsi que la « désignation des auteurs et commanditaires du crime et leur traduction en justice », *L'étudiant burkinabè*, n° 28, janvier 2000, p. 8.

30. Voir entre autres, *L'événement*, « Enquête : crise universitaire », <www.cnpress-zongo.net/evenementbf>.

31. S. Ouédraogo, *Collectif des organisations de masse...*, op. cit., p. 41.

32. La descente de la garde présidentielle sur le campus en 2000 à laquelle j'ai assisté a marqué les mémoires. Voir également S. Ouédraogo, *Collectif des organisations de masse...*, op. cit., p. 40.

33. Lors de mon dernier terrain, en novembre 2005, bien que le décret ait été signé, la Police spéciale des universités (PSU) n'était pas encore en place.

34. Il y a les délégués d'UFR (deux par UFR) et les délégués de classe (un par classe). Il est difficile d'obtenir des chiffres exacts, mais les étudiants parlent de l'« armée de l'Aneb » qui serait composée d'environ 300 responsables et délégués. À titre de comparaison, les responsables de l'Unares m'ont parlé de 21 responsables et délégués.

35. Voir *L'étudiant burkinabè*, n° 28, janvier 2000, p. 3-5. Pour d'autres exemples, voir *L'événement*, dossier « Violence à l'université », <www.cnpress-zongo.net/evenementbf>.

36. Voir également *L'étudiant burkinabè*, n° 28, art. cit., p. 3-5.

37. M. Zongo, « La diaspora burkinabè... », art. cit., p. 121.

les partis d'opposition ou les syndicats, le régime joue la division, en utilisant l'argent, les « facilités », la promesse de « facilités », voire l'espoir de « facilités ». Mais un étudiant, membre du CDP, affirme aussi : « il ne faut pas croire que c'est beaucoup, c'est des miettes mais c'est déjà ça et c'est surtout un lieu où on peut se faire connaître et espérer réussir par la suite. » [22 ans, économie, deuxième année, 2005]

François, délégué Aneb

François a 23 ans. Après avoir raté sa première année d'économie, il est actuellement en deuxième année à l'Institut burkinabè des Arts et Métiers (Ibam), option banque. Il est né à Koudougou, où il a commencé ses études avant de venir à Ouagadougou à partir de la classe de seconde. Son père est attaché de santé et sa mère enseignante, il vit en famille à Ouagadougou. Déjà au secondaire, il était engagé dans l'Association des scolaires de Ouagadougou (ASO) où il a fini président l'année de son bac. Un engagement syndical ou associatif, avant l'entrée à l'université, traverse la plupart des interviews de leaders syndicaux que j'ai pu réaliser. Une fois à l'université, François s'est assez rapidement rapproché de l'Aneb pour devenir, après deux ans de militance, délégué socioculturel de la section du syndicat de l'Ibam.

« Je me suis présenté comme délégué parce que je dirais que beaucoup de gens n'ont pas eu la chance d'avoir la formation syndicale que moi j'ai eue depuis le secondaire. Les gens se disent que s'ils pratiquent une activité syndicale, ils seront réprimés. Ils ont peur d'être arrêtés, de ne pas pouvoir bosser. »

Il est vrai que François vit en famille et reçoit un soutien de ses parents, même s'il décrit ce soutien comme « faible et difficile ». Il m'explique qu'en tant que délégué de l'Aneb, il ne songerait même pas à demander une dérogation pour l'obtention d'une chambre ou d'un redoublement. Sa situation familiale lui permet aussi de prendre ce risque.

« Je sais que la demande ne sera pas analysée. Ils ont des listes. Si vous ne faites pas partie des partenaires, ils n'accordent pas. C'est pour ça qu'il y a des gens qui militent dans les associations proches du pouvoir, parce qu'ils n'ont pas le choix. Le pouvoir contrôle tout. Ils ont des représentants à tous les niveaux de l'administration. Ils sont incontournables. Pour avoir quelque chose, il faut que tu passes par eux, donc tu es facilement corrompible. »

Bien que certaines revendications de la plate-forme de l'Aneb « dépassent le cadre académique », notamment « la lumière sur [le] camarade Dabo Boukary qui a été assassiné » et que l'Aneb remette en question le fonctionnement de la IV^e République, François explique qu'au sein de l'association, chacun est libre

de ses opinions politiques. Lui se positionne clairement contre le régime en place, mais il n'est membre d'aucun parti.

« On se demande ce qu'on va devenir demain. On réduit l'aide du gouvernement alors que la plupart des étudiants n'ont pas le soutien de leurs parents. C'est vrai qu'on ne peut pas satisfaire tout le monde mais il faut qu'on essaye quand même de satisfaire le maximum surtout si on considère les étudiants comme les futurs dirigeants de ce pays : il faut les mettre dans les conditions. » [récit recueilli en 2005]

Parmi les étudiants syndiqués rencontrés, presque tous considèrent le syndicalisme étudiant comme une formation à l'action politique au sens large. L'importance des réseaux et de la connaissance des pratiques de ces milieux était presque toujours mise en avant. Cette présence d'anciens leaders de l'Ugeb et de l'Aneb au sein des associations les plus dynamiques de la société civile burkinabè a déjà été signalée³⁸. Certains de ces anciens leaders, comme nous l'avons vu avec l'exemple de Salif Diallo, sont également actifs au sein du CDP.

La résignation

Une troisième catégorie d'étudiants, qui est majoritaire, préfère se tenir à l'écart. Ces étudiants ne rentrent pas dans le jeu du pouvoir, mais ils ont un discours pessimiste et ne sont pas sûrs de ne pas « céder », si l'occasion se présente, aux tentations du régime.

« L'homme est l'homme. Quand on est pauvre, tout peut arriver. À un certain moment, la pauvreté peut faire disparaître la dignité. Et quand le riche vient se présenter, c'est difficile. L'homme ne se connaît pas, donc ça dépend de la situation dans laquelle il me trouve quand il fait sa proposition. Le riche a toujours des initiatives pour corrompre, pour mettre les gens dans son sac. » [Bertrand, 23 ans, deuxième année de droit, 2005]

Depuis les mouvements de 1998-2001 et les grands espoirs qu'ils avaient suscités, l'enthousiasme est retombé. Les analyses que les étudiants font de ces mobilisations et de leur portée influencent leur comportement actuel. C'est d'ailleurs pour cela que, pour mobiliser parmi les étudiants, les syndicats et associations actuellement présents sur le campus tiennent absolument à se définir comme apolitiques, affirmant qu'ils ne sont pas manipulés par les partis politiques, et ce alors même que, dans le cas de l'Aneb par exemple, leurs positions et leurs actes sont clairement politiques. Les nouveaux arrivés

38. A. Loada, « Réflexions sur la société civile en Afrique... », art. cit., p. 149.

refusent de se lancer dans des combats qu'ils ne maîtrisent pas. La confiance se renoue difficilement. Mais la peur est également un frein important : les luttes de 1998-2001 et l'année invalidée ont marqué les esprits.

« En 1999, il y a eu vraiment la lutte ici. On pourchassait les meneurs. Quand je suis venue ici, on nous a embarqués. On nous a amenés à la maison d'arrêt et on nous a rasés pour nous intimider, pour dire d'arrêter. Ils voulaient qu'on aille en classe et nous on persistait, on voulait quelque chose de concret. Ils ont pris tout le monde, même les filles. Moi, on me prend, on me rase. Comment voulez-vous que je puisse encore faire partie des luttes³⁹ ? » [Abi, 28 ans, maîtrise de sociologie, 2005]

Avec du recul, les luttes leur apparaissent comme manipulées par le politique et comme une perte de temps dans une trajectoire individuelle d'accès à l'emploi et à la réussite⁴⁰ :

« Ce qui compte, c'est de prendre son diplôme et puis de partir. Il faut tout faire pour qu'on ne salisse pas ton nom, il faut chercher le minimum pour pouvoir travailler et c'est tout. De toute manière, pour l'avoir vécu, les luttes sont vaines. » [Dieudonné, 25 ans, licence de linguistique, 2004]

Pour Assia [27 ans, maîtrise de sociologie, 2004] :

« Ce ne sont pas les arrestations qui ont le plus démobilisé les étudiants, mais c'est le fait de perdre l'année, parce que si on veut bien voir, ils n'ont pas eu gain de cause en menant cette lutte-là⁴¹. On a tous redoublé même si on n'a pas composé. Tu es là, tu n'as plus de soutien. Tu viens à l'université avec tes propres moyens : ton envie, c'est de finir vite et de t'en aller. Tu peux t'engager dans une lutte qui ne va te mener nulle part donc tu perds ton temps et tu mets ta vie en danger. En fait c'est devenu comme... On vient malgré nous. Moi si j'avais le choix, je n'allais pas rester à l'université de Ouagadougou. J'irais faire mes études ailleurs, mais je n'ai pas les possibilités financières donc je suis obligée de rester ici. Si on te repère pour même t'en sortir dans la vie professionnelle, c'est difficile. Rares sont les étudiants qui sont avec le parti au pouvoir alors que si vous allez contre leurs idées, c'est eux qui sont devant. Comme on le dit chacun cherche pour lui, tu te retires et tu laisses. Si tu as les moyens, tu peux t'exprimer. Une fois que tu es dans cette contrainte-là, tu es obligé de [te] taire. »

L'ensemble de mes rencontres, récits et entretiens tend à démontrer l'existence d'une véritable opposition de conscience des étudiants vis-à-vis du régime en place, dont ils pointent les manquements et les travers. Ils ont le sentiment de faire partie des oubliés du pouvoir. Ceux qui s'engagent derrière le parti en place ne le font pas par conviction mais par intérêt (« Ils rentrent pour bouffer »). S'ils sont déçus, ils rejoignent les rangs des opposants et militent dans des organisations de la société civile plutôt que dans des partis politiques. Même les étudiants qui s'engagent dans les partis d'opposition ou dans l'Aneb

ne savent pas si leurs convictions pourront tenir face à l'argent (« Ta tête dit non, mais ta bouche dit oui »). Pour beaucoup, la logique de l'intérêt individuel prime, la dignité a été mise de côté (« Un homme intègre, ici, on dit que c'est un idiot »). Les partis d'opposition, vus comme manipulables et désunis, ne représentent pas à leurs yeux la voie du changement.

Les discours des étudiants allient donc un vif mécontentement et un fort sentiment d'impuissance. Les mobilisations étudiantes sont affaiblies par les divisions. Hormis une minorité d'activistes, beaucoup des étudiants, bien que sympathisants des actions syndicales, ne veulent pas se mettre au devant des luttes. Les suites des mobilisations des années 1998-2001 leur laissent l'impression amère d'avoir été utilisés et trompés. Ils sont peu nombreux à vouloir se lancer dans l'action. Les risques semblent trop importants au vu de ce que les étudiants peuvent espérer de ces luttes collectives. La précarité de leur situation ajoute à ces désillusions. Elle les place en position de vulnérabilité et réduit leurs capacités et libertés d'action. De plus, la réussite financière et le désir de consommer semblent difficilement concevables en dehors des mécanismes de clientélisme et d'allégeance au pouvoir en place. Ensemble, ces éléments participent à l'altération d'alternatives : « Les gens sont convaincus qu'il n'y a rien dans le changement. On est parvenu à inculquer ça aux gens. Par exemple si vous discutez avec les gens, beaucoup pensent que le chef de l'État est irremplaçable. Pourquoi ? [Parce que] c'est le moindre mal. » [Tabiam] ■

Jacinthe Mazzocchi

UCL, Laboratoire d'anthropologie prospective

39. Voir aussi S. Ouédraogo, *Collectif des organisations de masse...*, op. cit., p. 16-17 et 39-40.

40. Certains se sont sentis instrumentalisés dans une lutte visant à renverser le régime en place. D'autres, au contraire, ont été déçus et pensent que les leaders du Collectif n'ont pas pris leurs responsabilités. Beaucoup se sont sentis trahis par l'ADF-RDA qui a joué un rôle ambigu dans cette histoire, tantôt avec le collectif, tantôt avec le pouvoir. Voir notamment S. Ouédraogo, *Collectif des organisations de masse...*, op. cit., et M. Hilgers dans ce même numéro.

41. Non seulement les étudiants n'ont pas obtenu gain de cause dans cette lutte (obtention d'une aide pour tous les étudiants non boursiers et amélioration des conditions de vie et d'études), mais ils ont beaucoup perdu. L'année invalidée a eu de lourdes conséquences : perte de financement, exclusion... Tous ont perdu du temps dans une trajectoire scolaire déjà longue et difficile.